

GT CNAS

21 janvier 2021

Liminaire



Réorganisation du réseau ou démantèlement ?

Depuis le début de la crise sanitaire les Ministres félicitent les agent.e.s pour leur engagement et les services rendus à la collectivité. Cependant, les agent.e.s ne voient de leur part aucun signe de reconnaissance ni financière, ni en évolution de carrières, ni dans l'action sociale ministérielle dont la casse est engagée. Le plus grand mépris est affiché à leur égard par rapport au jour de carence lié à la covid-19. Or les agent.e.s ne vivent pas que de belles paroles, ils attendent des actes.

Le groupe de travail qui se tient aujourd'hui porte sur le réseau de l'action sociale.

Les documents fournis à l'appui sont étonnamment creux : la feuille de route est vide et plus généralement ces documents ne posent pas la problématique de l'évolution du réseau.

Il s'agit davantage d'une présentation des travaux engagés par le Secrétariat Général avec les délégués et SRA, sans mise en perspective, sans objectifs affichés, que d'un vrai groupe de travail associant les organisations syndicales pour échanger et débattre sur le réseau d'action sociale.

Pour **Solidaires Finances**, vous nous avez convoqués aujourd'hui à une réunion d'information mais en aucun cas à un Groupe de travail. **Solidaires Finances** pose donc la question de cette réunion de votre point de vue : visioconférence ou Webinaire ?

Nous vous demanderons de faire le point sur l'équipement en matériel informatique et en téléphonie des agents du réseau d'action sociale, le déploiement devant être fait pour le 1er trimestre 2021 or nous y sommes !

Nous vous rappelons une fois encore l'article 9 de la loi de 1983 qui prévoit que les organisations syndicales représentatives des personnels participent à la définition et à la gestion de l'action sociale. Vous semblez avoir perdu de vue cet article fondamental puisque, une fois de plus, vous nous écarterez de la concertation. Vous avez fait des constats avec les délégué.e.s d'action sociale et les SRA sans présence et sans participation des organisations syndicales, c'est inadmissible ! Qu'attendez vous de nous ? Qu'on accepte sans mots dire les solutions que vous nous présenterez clés en main, sans la moindre discussion, sans débat ? Nier les organisations syndicales c'est nier les personnels, c'est un mépris marqué envers tous les agent.e.s.

Nous avons bien compris votre double objectif de cette réunion: mettre en place une organisation régionale en réduisant les personnels dédiés à l'action sociale et regrouper les missions.

Solidaires Finances a toujours été opposée à une telle régionalisation que le Secrétariat Général avait déjà voulu mettre en place dans les années 2011/2012.

.../...



Comment pouvez vous écrire que le service rendu au niveau local par un service régional sera renforcé ? C'est une contre vérité car seul un réseau de proximité départemental peut y parvenir.

Quels moyens humains, quels moyens financiers êtes-vous prêts à mettre pour renforcer les délégations d'action sociale, pour mettre en place une vraie communication qui atteigne tous les agent.e.s en activité et retraités et qui concerne tous les sujets, y compris les prestations de toutes les associations ?

Solidaires Finances revendique plus que jamais un véritable réseau de proximité capable de répertorier tous les besoins des agents, dans tous les domaines et d'y apporter des solutions.

Solidaires Finances revendique également un réseau de proximité en capacité de mettre en œuvre des activités de loisirs variées dont les agent.e.s et leurs familles ont grand besoin.

L'action sociale s'est dotée depuis 30 ans d'un maillage départemental qui a prouvé son efficacité, qui était un modèle que les autres ministères nous enviaient.

Force est de constater que, ces dernières années, le Secrétariat Général n'a cessé de démanteler ce réseau. Il porte l'entière responsabilité des dysfonctionnements observés et de la désespérance de certains délégués.

Il est plus que temps de redonner un sens à l'action sociale et de la faire vivre avec son rôle social. C'est ce que les agent.e.s souhaitent, c'est ce que **Solidaires Finances** revendique.

En aucun cas notre fédération ne cautionnera une régionalisation destructrice pour l'action sociale et qui va à l'encontre des intérêts sociaux des agent.e.s.